



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

## Notice d'information du territoire

### « AAC de la Bultière »

PY\_BULT

### Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC de la Bultière » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac<sup>1</sup>.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

<sup>1</sup> <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

## 1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Vendée Eau

57 rue Paul Emile Victor

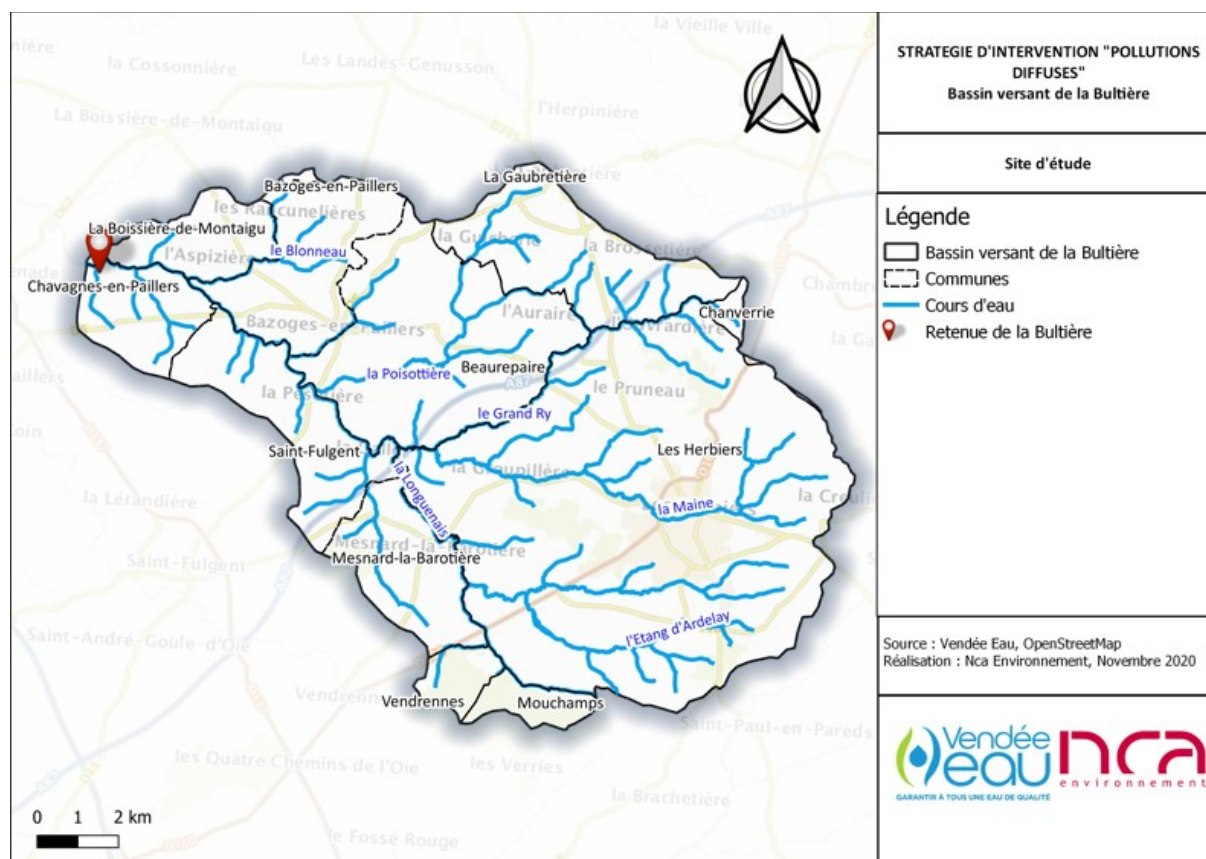
85036 La Roche sur Yon cedex

Antoine CHARRIER

[antoine.charrier@vendee-eau.fr](mailto:antoine.charrier@vendee-eau.fr)

## 2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC DE LA BULTIÈRE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le PAEC de la Bultière correspond à l'aire d'alimentation de captage prioritaire de la Bultière, couvert par le Contrat Territorial de la Bultière.



Le bassin versant de la Bultière s'étend sur 154 km<sup>2</sup> et concerne tout ou partie de 11 communes du Nord-Est de la Vendée :

- Chavagnes-en-Paillers (commune d'implantation de l'usine de production d'eau potable)
- La Boissière-de-Montaigu
- Bazoges-en-Paillers
- Beaurepaire

- La Gaubretière
- Les Herbiers
- Mesnard-la-Barotière
- Saint Fulgent

Le Bassin versant de la Bultière appartient au territoire du SAGE de la Sèvre Nantaise. La retenue de la Bultière a été construite en 1994 pour répondre aux besoins en eau potable de la population du Nord Est Vendéen. Elle est alimentée par un territoire avant tout rural et comprend par ailleurs une agglomération en extension (les Herbiers).

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

### 3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le captage de la Bultière a été classé comme prioritaire au titre du Grenelle de l'Environnement et dans le SDAGE Loire-Bretagne, pour les enjeux azote et produits phytosanitaires. La qualité des eaux de la prise d'eau potable de la Bultière est altérée par les nitrates et les pesticides. Après une diminution de la concentration de nitrates sous le seuil de 50mg/L, on ne constate plus d'évolution spécifique, voire une remontée des concentrations maximales ces dernières années. Des pics supérieurs à 50 mg/l, impactant les possibilités de production d'eau potable, ont été constatés ces derniers hivers. Les principaux pesticides retrouvés dans la retenue sont l'AMPA (métabolite du glyphosate et des phosphores), le glyphosate et le bentazone. De plus, de nouvelles molécules sont apparues : Terbutylazine, Metolachlor ESA, Métazachlore OXA, Mésotrione. La retenue subit par ailleurs des phénomènes d'eutrophisation importants.

Le captage de la Bultière intercepte un bassin versant de 152 km<sup>2</sup>. Son périmètre de protection éloigné correspond à l'ensemble de ce bassin versant.

Les enjeux environnementaux liés aux espèces et espaces protégées concernent des complexes bocagers et leurs zones humides associées. Les principales ZNIEFF de type I et de type II de ce territoire concernent des paysages de bocage :

ZNIEFF	ID national	Nom	Superficie ha
Type I	520616300	ÉTANG NEUF - LA RAIRIE	50
Type I	520616299	ÉTANG DE LA CHAUSSÉLIERE À LA GUYONNIÈRE	19
Type I	520005737	ETANGS DES BOUCHERIES - LES LANDES GENUSSON	117
Type I	520005740	FORET ET ETANG DU PARC SOUBISE	791
Type II	520005739	FORET ET ETANG DU BAS BOCAGE ENTRE SAINTE-FLORENCE ET LES HERBIERS	2620
Type II	520616288	COLLINES VENDÉENNES, VALLÉE DE LA SÈVRE NANTAISE	31633

En 2017, le bassin versant de la Bultière compte 170 exploitations, pour une surface agricole utile (SAU) totale de 11 662 ha.

Sur ce bassin, 50% des exploitations sont spécialisées, tandis que l'autre moitié possède plusieurs ateliers en 2013. 90% des exploitations agricoles ont un atelier bovin (viande et/ou lait confondu). Un atelier hors sol est présent dans 58% des exploitations et un atelier laitier est présent dans 22% des exploitations.

L'exploitation type du BV de la Bultière a une SAU moyenne de 71 ha avec un atelier bovin, souvent allaitant, couplé à une production hors sol. Son assolement moyen en 2018 est :

- 17% de maïs ensilage et/ou grain
- 23% de céréales
- 51% de prairies temporaires et permanentes
- 3% d'oléagineux

Cet assolement moyen est donc très peu diversifié. Il reflète l'OTEX de la zone en polyculture-élevage.

Les pratiques agricoles induisent une forte mise en culture des terres. De manière générale, les transferts de pollutions sont amplifiés par l'imperméabilisation des sols sur certains secteurs (zones urbaines et périurbaines), la forte proportion de terres drainées (jusqu'à 80 % de la SAU sur certaines communes) et la réduction des éléments tampons du paysage (haies, zones humides).

#### 4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un **diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation** (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Les **MAEC proposées sont des mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_BULT_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_BULT_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_BULT_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8 000 €

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_BULT_COV5	Système	Limiter l'érosion et le transfert des pesticides dans les eaux de surfaces.	284 €	Niv 2 10 000 €
Terres arables	PY_BULT_FER6	Système	Limiter l'érosion et le transfert des pesticides dans les eaux de surfaces.	212 €	Niv 2 10 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

**Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB).** Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MAASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC de la Bultière » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

## 5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

## 6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

---

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
<b>A</b>	HBV3 « Evolution »
<b>B</b>	HBV2 « Evolution »
<b>C</b>	HBV1 « Evolution »
<b>D</b>	Eau : COV5 ou FER6
<b>E</b>	HBV3 « Maintien »
<b>F</b>	HBV2 « Maintien »
<b>G</b>	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

## 7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

---

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC<sup>2</sup>, en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

---

<sup>2</sup> Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>